

L'ombre d'un parti-Etat entâche la crédibilité de Bucarest

ROUMANIE Pour la deuxième fois en un an, un Premier ministre roumain a démissionné

BUCAREST

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Bien qu'il ait assuré garder « la tête haute », Mihai Tudose a quitté son poste de Premier ministre, lundi soir. Réunis à Bucarest en comité exécutif, les responsables du PSD, majoritaire au Parlement, ne lui ont pas renouvelé leur soutien politique.

« Le parti m'a choisi, il me révoque, je respecte son choix », a déclaré l'ancien chef du gouvernement. Mihai Tudose avait pourtant mis en place certaines des mesures du programme avancé par les sociaux-démocrates lors des élections législatives en 2016, comme l'augmentation des salaires et des retraites. Mais sa relation avec Liviu Dragnea, président du PSD et de la Chambre des députés, qui l'avait propulsé à la tête du gouvernement, en juin dernier, s'est étiolée.

A l'automne, l'ex-ministre a d'abord attiré la colère de Liviu Dragnea en im-

posant, de son propre chef, un remaniement ministériel. Lors d'une interview, il a accusé le meneur des socialistes de prendre des décisions sans consulter les autres responsables du parti. Enfin, le 10 janvier, Mihai Tudose a demandé la démission de la ministre de l'Intérieur Carmen Dan, une proche de Liviu Dragnea, après une affaire de pédophilie dans la police. Le pas de trop.

Les dommages d'une lutte interne

En juin, Liviu Dragnea avait initié une motion de censure parlementaire à l'encontre du précédent Premier ministre, devenu « trop indépendant » à ses yeux. Cette nouvelle démission résulte d'une lutte de pouvoirs incessante entre un gouvernement, de premier abord docile, et un parti, dont le chef, trempé dans plusieurs affaires de corruption, ne peut occuper de fonction ministérielle.

« Liviu Dragnea a cru qu'avec son rôle de Premier ministre, Mihai Tudose lui fasse de l'ombre. Pour se protéger, il a demandé aux différents responsables du parti de lui retirer leur soutien politique. Liviu Dragnea sort gagnant de cette affaire, mais à court terme seulement. A plusieurs reprises, les chefs du PSD ont voulu sauver leur peau par de tels arran-

gements, ils ont fini par sauter », explique George Jigla, politologue, pour qui les changements de gouvernement ne doivent surtout pas devenir monnaie courante.

Ce vide gouvernemental pourrait aussi salir l'image du pays. Au moment de cette démission, le premier ministre japonais, Shinzo Abe effectuait une tournée en Europe de l'Est. A Bucarest, le chef nippon a dû patienter dans sa chambre d'hôtel, faute d'interlocuteur, avant que le Président bouleverse son

programme pour le recevoir. Un scénario digne d'une pièce de théâtre de l'absurde.

Certains se demandent si la Roumanie obtiendra la présidence du Conseil de l'Union européenne en 2019, si le contexte reste aussi fragile.

Pour sauver la situation, le deuxième parti d'opposition, l'Union Sauvez la Roumanie, a imploré le Président d'or-

ganiser des élections anticipées. « Aujourd'hui, nous avons affaire à un parti d'Etat, comme avec le parti communiste. Le PSD contrôle quasiment tous les organes locaux comme nationaux. Il gagnerait de telles élections, car son électorat est trop discipliné et se satisfait d'une augmentation des retraites », prévient George Jigla.

Les barons du PSD ont proposé l'euro-parlementaire Viorica Dancila au poste de Premier ministre. Cette proche de Liviu Dragnea a confirmé son souhait de poursuivre la réforme de la justice, entamée par le Parlement en décembre avec l'adoption de trois lois remettant en cause l'indépendance des magistrats. La balle est dans le camp du Président de droite libérale, Klaus Iohannis. Ce mercredi, il va consulter les différents responsables de parti avant d'officialiser la moindre nomination. ■

ALINE FONTAINE